

Dépêche No. 444 | 27 avril 2021

Les Gabonais expriment leur insatisfaction des besoins d'éducation

Dépêche No. 444 d'Afrobarometer | Christian Wali Wali et Lionel Ossé

Résumé

L'éducation est considérée comme l'un des secteurs qui fonde le développement d'un pays. Elle participe entre autres à la formation des populations et à la cohésion sociale d'une nation.

Malgré de grandes avancées lors des deux dernières décennies, les systèmes éducatifs africains garantissent difficilement un enseignement adapté pour l'insertion des jeunes dans le marché de l'emploi (Dilly, 2019). Au Gabon comme dans bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne, les attentes en matière d'éducation demeurent énormes et représentent un véritable défi pour le gouvernement.

Le Gabon compte parmi les pays africains qui affichent un niveau de scolarisation élevé: 95.5% chez les garçons et 97.2% chez les filles (PNUD, 2021). L'importance que porte les gouvernants sur cette question est telle qu'au cours des 20 premières années d'indépendance, les efforts considérables déployés par le Gabon pour la mise en valeur de ses ressources humaines ont essentiellement été axés sur ce secteur (Matari & Quentin de Mongaryas, 2012).

Cependant, de nombreuses lacunes subsistent dans la qualité de l'éducation au Gabon. Ces insuffisances ont conduit le gouvernement à l'organisation des états généraux de l'éducation en 2010 et à la création d'une « task force » sur l'éducation en 2018. Malgré cela, le Président Ali Bongo Ondimba a reconnu, à l'occasion d'un discours à la nation, que « l'éducation est sinistrée » (Ndiaye, 2018). Ainsi, parmi les principaux problèmes de l'éducation, Mouissi (2018) souligne notamment le déficit infrastructurelle, l'absence chronique d'équipements et de matériels pédagogiques, la faible performance d'encadrement des élèves, l'insuffisance des allocations budgétaires, et les grèves récurrentes des enseignants et des apprenants. Il conclut que l'une des conséquences essentielles est la rallonge des années académiques au point que dans les universités publiques, les licences universitaires s'obtiennent en cinq ans au lieu de trois ans et les masters parfois en huit ans au lieu de cinq ans.

Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer au Gabon montrent que malgré la couverture du pays en infrastructures scolaires, les Gabonais affirment leur insatisfaction quant à la réalisation des besoins en éducation. La majorité des citoyens soutiennent qu'il est difficile d'obtenir un service dans les établissements scolaires publics, et bon nombre affirment avoir offert un cadeau ou une faveur pour l'avoir.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGE), a interviewé 1.200 adultes gabonais en février 2020. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Deux enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015 et en 2017.

Résultats clés

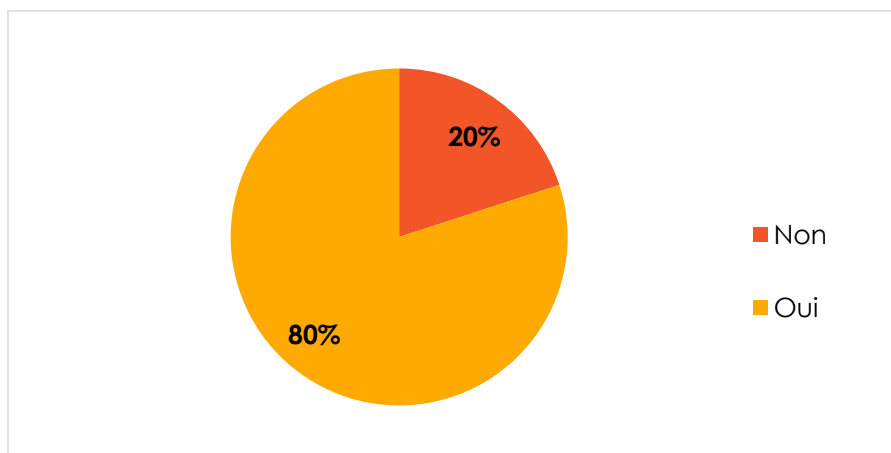
- La plupart (80%) du territoire gabonais est pourvu d'une école. Beaucoup plus de zones urbaines (83%) que de zones rurales (62%) ont des infrastructures scolaires.
- Plus de la moitié (52%) des citoyens qui ont eu affaire à une école publique au cours de l'année écoulée affirment qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir le service dont ils avaient besoin.
- Un tiers (34%) des Gabonais ayant contact avec une école publique affirment avoir dû verser un pot-de-vin ou faire un cadeau ou une faveur pour obtenir un quelconque service.
- Plus de huit Gabonais sur 10 (81%) affirment leur insatisfaction des besoins en éducation.
- L'éducation est après le chômage le second plus important problème auquel le gouvernement devrait s'attaquer, selon les Gabonais.

Couverture en infrastructures scolaires

La question de la croissance du nombre d'élèves pose chaque année la problématique de la capacité des infrastructures scolaires pour accueillir ces apprenants dans les conditions requises par rapport aux normes internationales. Avant de commencer l'administration des questionnaires dans une zone d'enquête, Afrobarometer demande aux enquêteurs de noter la présence d'infrastructures importantes comme les écoles, les centres de santé, et les postes de police.

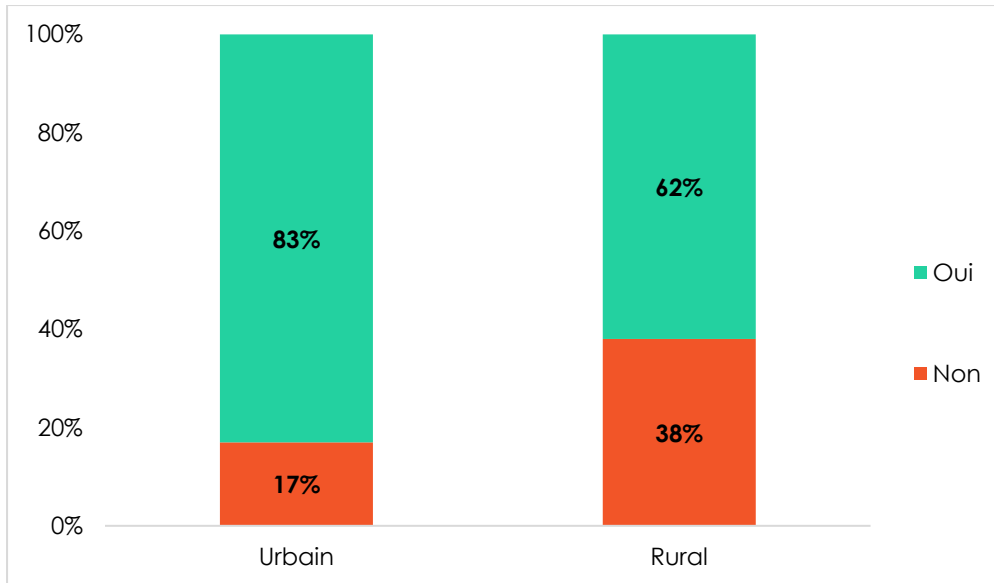
En 2020, quatre sur cinq (80%) des zones enquêtées avaient au moins une école publique ou privée (Figure 1), un peu en dessous de la moyenne (84%) de couverture en établissements scolaires des 18 pays africains enquêtés en fin 2019/début 2020. Les infrastructures sont beaucoup plus présentes en milieu urbain (83%) que dans les zones rurales (62%) (Figure 2).

Figure 1: Présence d'école dans la zone d'échantillonnage | Gabon | 2020



Question posée aux énumérateurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Ecole (privée, publique, ou les deux?)

Figure 2: Présence d'école dans la zone d'échantillonnage | par milieu de résidence | Gabon | 2020



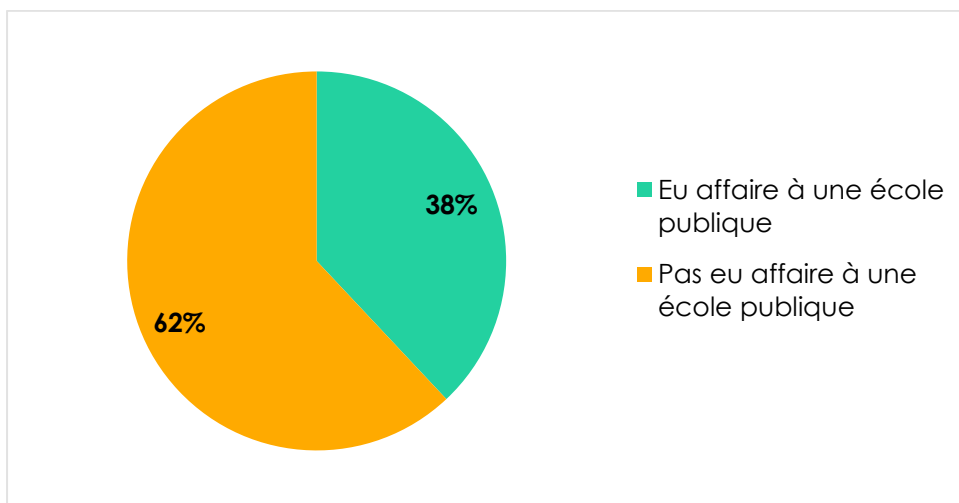
Question posée aux énumérateurs: Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci: Ecole (privée, publique, ou les deux)?

Obtenir les services d'école publique et faire les cadeaux

Environ quatre Gabonais sur 10 (38%) disent avoir eu affaire à une école publique au cours de l'année précédant l'enquête, contre 62% qui n'en ont pas eu affaire (Figure 3).

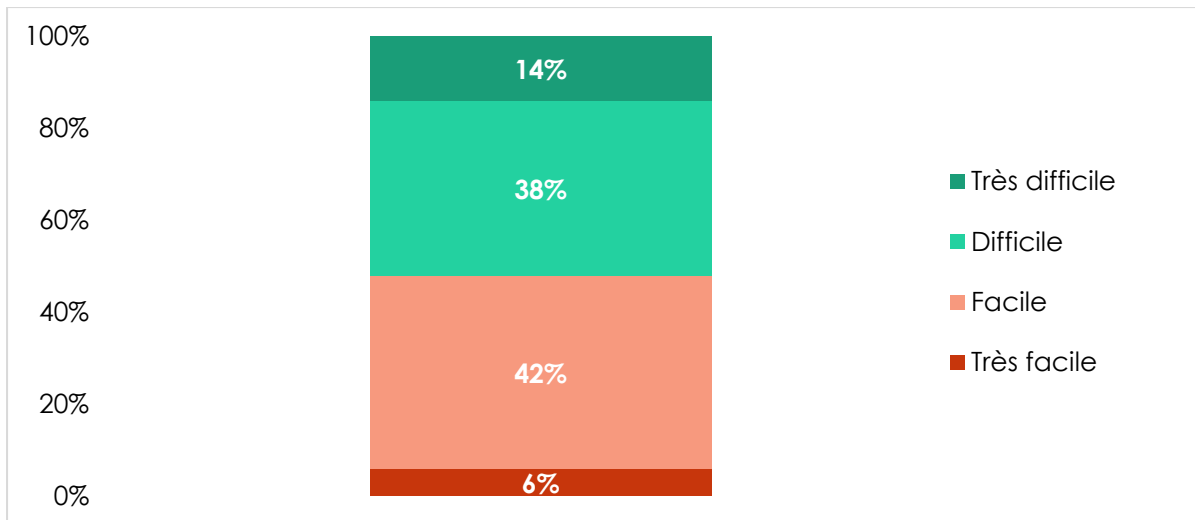
S'agissant des services à l'école publique, la perception des Gabonais qui déclarent avoir été confrontés à une école publique est pratiquement équilibrée. En effet, un peu plus de la moitié d'entre eux (52%) affirment qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir un service dans les écoles publiques, contre 48% qui disent qu'il était « facile » ou « très facile » de l'obtenir (Figure 4).

Figure 3: Avoir affaire à une école publique | Gabon | 2020



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique?

Figure 4: Difficulté d'obtenir les services d'école publique | Gabon | 2020



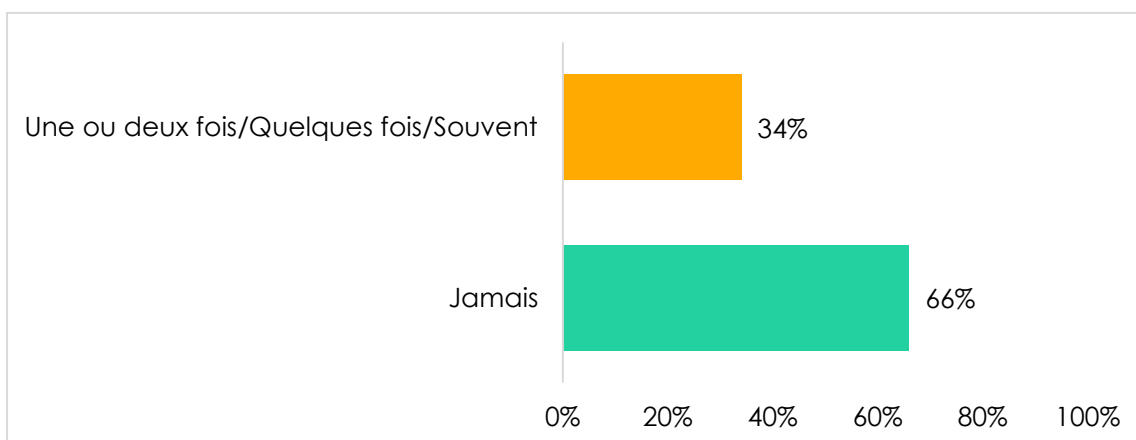
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une école publique au cours de l'année précédente: Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

Afrobarometer a également cherché à savoir si pour obtenir les services dans les écoles publiques, les enquêtés qui ont eu affaire à une école publique dans les 12 mois précédents l'enquête ont dû verser des pots-de-vin ou faire des cadeaux ou des faveurs.

Les données montrent qu'un tiers (34%) des répondants concernés affirment avoir utilisé des tels méthodes afin d'obtenir des services dans les écoles publiques, contre 66% qui ne l'ont pas fait (Figure 5).

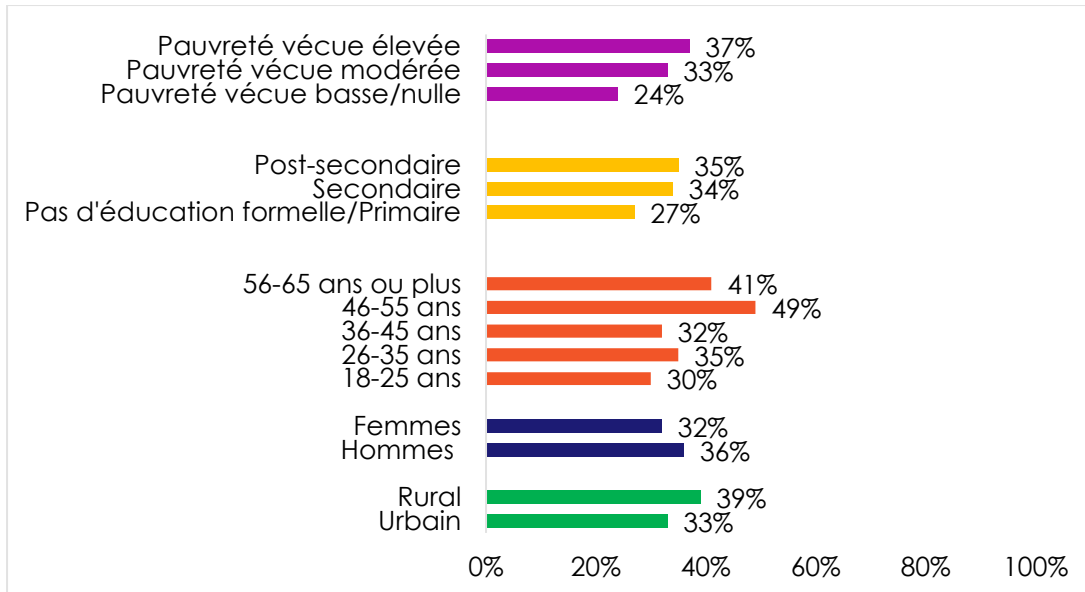
Ces tendances varient légèrement par groupe socio-démographique (Figure 6). Les plus jeunes (30% des 18-25 ans), les moins instruits (27%), et les mieux nantis (24%) sont moins susceptibles de dire qu'ils ont dû verser de pots-de-vin pour obtenir un service dans une école que les plus âgés (41% des 56 ans et plus), les plus éduqués (35%), et les pauvres (37%).

Figure 5: Pot-de-vin pour obtenir les services des écoles publiques | Gabon | 2020



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une école publique au cours de l'année précédente: Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

Figure 6: Pot-de-vin pour obtenir les services des écoles publiques | par groupe socio-démographique | Gabon | 2020



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une école publique au cours de l'année précédente: Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles? (% de ceux qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent ») (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une école publique sont exclus.)

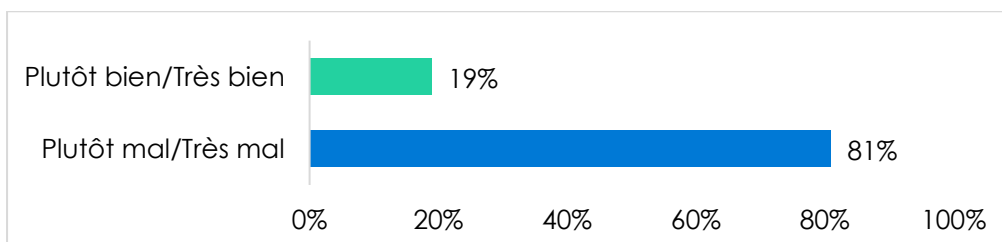
Satisfaction des besoins d'éducation et priorités d'investissements

Globalement, la très large majorité des Gabonais estiment que la performance des autorités dans le secteur de l'éducation est insatisfaisante. En effet, huit sur 10 des citoyens (81%) jugent « très mal » ou « plutôt mal » la satisfaction des besoins en éducation, contre deux sur 10 (19%) qui pensent que la performance du gouvernement dans ce domaine est « plutôt bien » ou « très bien » (Figure 7).

Néanmoins, aux yeux des Gabonais, l'éducation vient en deuxième place parmi les investissements prioritaires pour aider les jeunes. Plus des deux tiers (69%) des répondants placent la création d'emploi comme première priorité d'investissement, suivi de l'éducation (11%) et de la formation professionnelle (10%) (Figure 8).

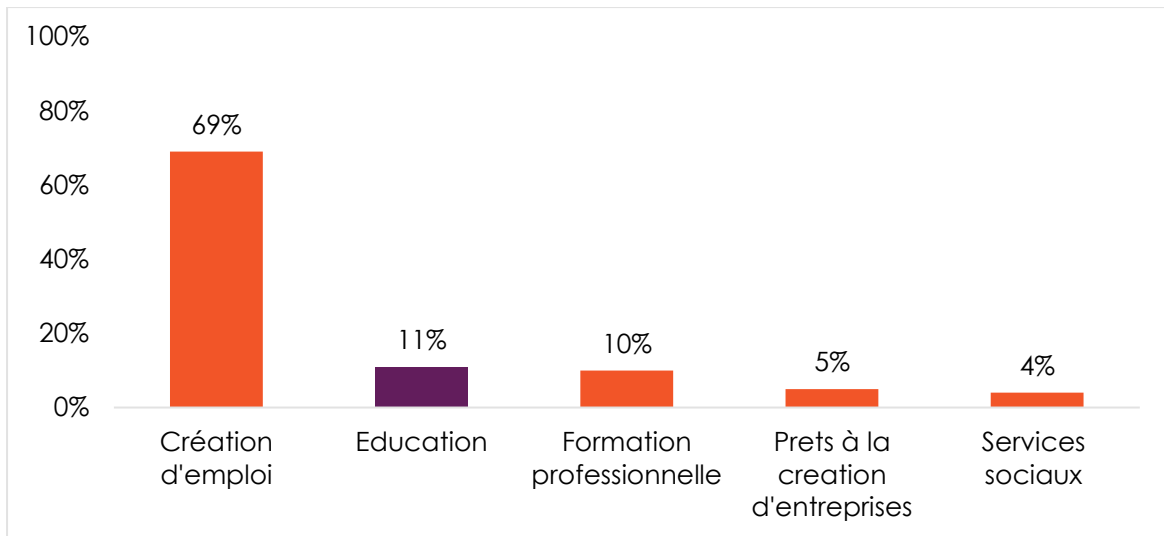
De la même manière, lorsqu'il est demandé aux répondants les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, le chômage est le problème le plus fréquemment cité, suivi de l'éducation (Figure 9).

Figure 7: Satisfaction des besoins d'éducation | Gabon | 2020



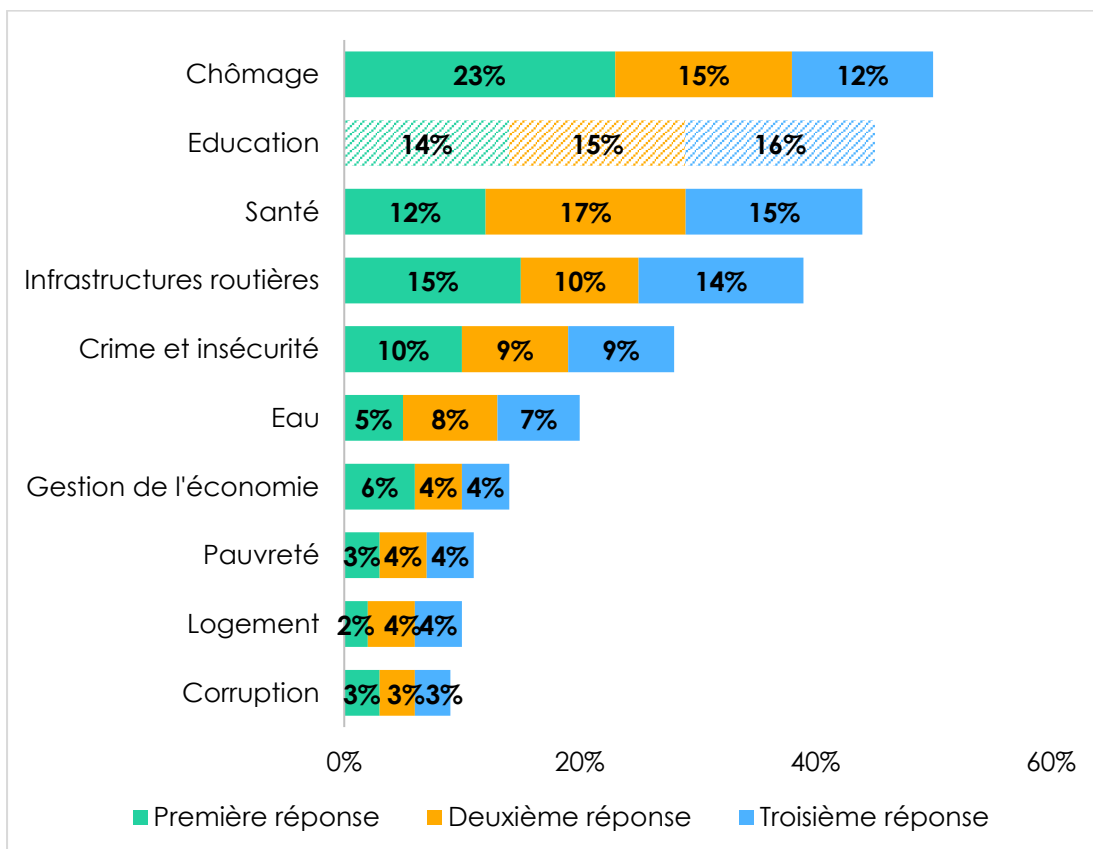
Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Satisfaction des besoins en éducation?

Figure 8: Priorités d'investissements pour les jeunes | Gabon | 2020



Question posée aux répondants: Si le gouvernement pouvait accroître ses dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, lequel des domaines suivants devrait être de la plus haute priorité pour des investissements additionnels?

Figure 9: Problèmes les plus importants | Gabon | 2020



Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage des répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Conclusion

Le débat sur l'éducation est particulièrement virulent dans la mesure où l'éducation se trouve au cœur du développement des pays et la formation des citoyens. Si la plus récente enquête menée par Afrobarometer permet de constater que la grande majorité du pays est bien couverte en infrastructures scolaires, il demeure que les populations ne sont pas satisfaites de la qualité de leur système éducatif et demandent au gouvernement de renforcer ses efforts dans le secteur.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Dilly, T. (2019). Promouvoir l'éducation en Afrique: Pour une nouvelle approche partenariale. Entreprenante Afrique.
- Matari, H., & Quentin de Mongaryas, R. F. (2012). Ecole primaire et secondaire au Gabon: Etat des lieux. Paris: L'Harmattan.
- Mouissi, M. (2018). Education: Quelles solutions pour sortir l'école gabonaise du marasme?
- Ndiaye, A. (2018). « Au Gabon, l'éducation, je n'ai pas peur de le dire, est sinistrée », Ali Bongo Ondimba. Médias241. 16 août.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). (2021). Assurer l'éducation primaire pour tous: Où en sommes-nous?

Christian Wali Wali est chercheur et investigateur national d'Afrobarometer au Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politique et Prospective (CERGP), Gabon. Email: waliwalichristian@gmail.com.

Lionel Ossé est le chef de projet adjoint d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Email: lessima@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 444 d'Afrobarometer | 27 avril 2021